

INDONÉSIE

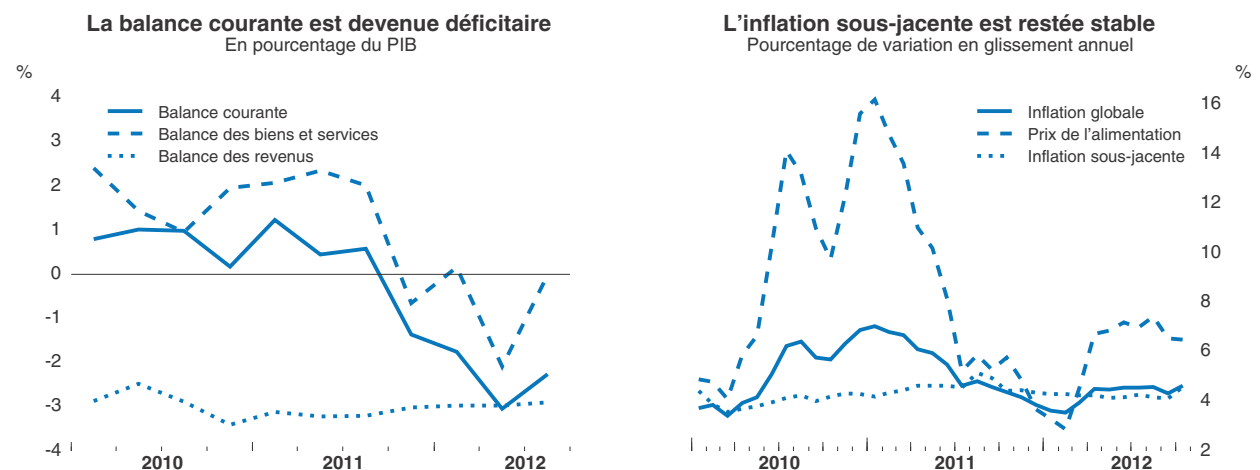
La demande intérieure est restée solide, mais la demande des principaux partenaires commerciaux s'est nettement ralentie. On s'attend néanmoins à une augmentation de la production proche de son rythme tendanciel pendant la période de projection, sous l'impulsion de la demande intérieure. Le relèvement des prix de l'électricité prévu l'année prochaine accentuera temporairement l'inflation. Néanmoins, les tensions sur le marché du travail et les fortes hausses du salaire minimum auront un effet plus fondamental sur la hausse des prix.

La banque centrale doit durcir encore la politique monétaire pour contenir l'inflation. Néanmoins, en cas de dégradation inattendue de la situation économique, les autorités disposent de marges de manœuvre pour prendre des mesures supplémentaires de relance budgétaire et monétaire. Une baisse des subventions à l'énergie dégagerait des moyens budgétaires supplémentaires pour financer des programmes clés de développement. Un engagement renouvelé en faveur de la liberté des échanges et des investissements rendra les investisseurs plus confiants et réduira la vulnérabilité du pays à une éventuelle inversion rapide des entrées de capitaux.

La demande intérieure a été dynamique

L'économie a continué de croître à un rythme rapide, malgré les signes de ralentissement dans le reste de l'Asie. La consommation des ménages s'est accélérée et l'investissement a été stimulé par les grands programmes d'infrastructures. En revanche, les exportations ont connu un net ralentissement, sous l'effet de la baisse des prix mondiaux des produits de base ainsi que du recul des volumes échangés. Cela tenait en partie à des modifications récentes apportées au cadre fiscal et réglementaire en vue de permettre à l'Indonésie de conserver une plus grande part des recettes tirées des produits de base. La balance courante est devenue déficitaire, mais, malgré l'affaiblissement de la monnaie nationale, les entrées d'investissement direct étranger dans le pays ont continué à augmenter rapidement.

Indonésie



Source : Office statistique d'Indonésie (BPS) ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932746807>

Indonésie : Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance du PIB réel	6.2	6.5	6.2	6.3	6.5
Inflation (IPC), moyenne annuelle	5.1	5.4	4.3	4.9	5.5
Solde budgétaire (en % du PIB)	-0.7	-1.1	-2.0	-1.8	-1.6
Balance des opérations courantes (\$ milliards)	5.1	1.7	-22.0	-30.5	-33.7
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	0.7	0.2	-2.5	-3.2	-3.1

Note : Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932748289>

La politique budgétaire est accommodante

Dans le budget 2013, les autorités prévoient de continuer à soutenir l'économie par des allègements fiscaux. Malgré une certaine amélioration du recouvrement des impôts, le déficit budgétaire devrait se creuser, tout en restant proche du niveau de 2 % du PIB auquel il s'est établi en 2011. Les subventions à l'énergie devraient absorber en 2013 environ un quart des dépenses de l'administration centrale. Le gouvernement peut réduire ces subventions en 2013, même sans l'approbation du Parlement. Redéployer ces ressources budgétaires permettrait de financer des programmes clés pour le développement.

La politique monétaire a été resserrée

L'inflation globale a suivi l'évolution des prix des produits alimentaires, mais la dépréciation du taux de change n'a guère eu d'impact apparent. Dans les temps à venir, les tensions sur le marché du travail et une forte hausse du salaire minimum dans certaines provinces entraîneront un léger regain d'inflation. Une hausse de 15 % des tarifs de l'électricité en 2013 aura également une incidence significative, quoique temporaire. La Banque d'Indonésie a durci indirectement la politique monétaire en relevant le plancher de son corridor de taux d'intérêt interbancaires. Elle a aussi renforcé la réglementation du crédit et interdit l'usage de prêts non garantis pour le paiement d'acomptes lors de l'acquisition de logements et de véhicules. Néanmoins, sa crédibilité en matière de lutte contre l'inflation a peut-être été entamée par sa décision de rehausser à 5 % son objectif d'inflation pour 2013. En relevant le taux directeur lui-même, la banque centrale indiquerait aux marchés que la maîtrise de l'inflation demeure son principal objectif.

La croissance restera forte

La vigueur de l'investissement et le dynamisme de la consommation devraient être les principaux moteurs de la croissance. L'inflation devrait augmenter légèrement, mais rester proche de l'objectif officiel. La balance courante restera probablement déficitaire et pourrait même se dégrader quelque peu.

**Les principaux risques sont
d'origine extérieure**

Le pays reste vulnérable face à l'évolution de l'appétence pour le risque au niveau mondial, qui pourrait entraîner une inversion des entrées de capitaux. En revanche, les modifications récemment apportées à la réglementation, qui ont allégé les contraintes pesant sur le développement des infrastructures, pourraient permettre une mise en œuvre des projets plus rapide que ce qui est envisagé actuellement.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Indonésie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-41-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.